

Les heures sup' tuent l'emploi !



Refuser les heures supplémentaires, c'est :

- obliger la création de postes et donc permettre l'ouverture de places aux concours
- préserver nos conditions de travail
- se donner les moyens d'un enseignement de qualité pour les élèves
- rester crédibles sur notre maximum de service à 18 heures
- ne pas apporter une mauvaise réponse à de justes revendications salariales

* depuis 1999, les personnels ne peuvent pas se voir imposer plus d'une HSA

Chacun d'entre nous peut relayer la campagne nationale de refus des heures supplémentaires dans son établissement. Signez et faites signer aux collègues un engagement à refuser toute heure sup', l'année prochaine, au delà de l'heure sup' impossible. En cas de difficulté, contacter le syndicat.



mai 2010 numéro 94

déposé le 21/05/2010

Brest CTC

Dispense de timbrage

SUD éducation
2, rue Amiral Nelly
29200 Brest

P PRESSE
DISTRIBUÉE
LA POSTE

Solidaires
Union Syndicale



Brest 2 Rue Amiral Nelly ☎ 02 98 05 12 93. **Quimper** 33 Av.de la Libération, ☎ 02 98 53 04 16, sud.education29@laposte.net
Permanences à Quimper et à Brest, les mardis et jeudis, vendredi | visitez notre site : <http://sudeducation29.infini.fr/>

Dans la rue pour nos retraites !

Tous et toutes en grève le 27 mai

Pourquoi faire grève le 27 mai ?

Le gouvernement prépare une grave remise en cause de nos droits à la retraite. Refusant de s'attaquer aux profits faramineux des actionnaires, il entend faire payer les salariés : remise en cause de la retraite à 60 ans, forte diminution des pensions, voilà le projet du gouvernement et du patronat ! Ils utilisent la "crise grecque" pour effrayer et justifier un plan de rigueur, c'est-à-dire d'autres attaques contre les salariés, les retraités, les chômeurs/ses, les jeunes, ... pour maintenir et même grossir les bénéfices des entreprises et la richesse des plus riches!

Le vieillissement de la population ne rend il pas inéluctable une réforme des retraites ?

Il n'y a pas d'argent pour financer le système de retraite. Ils oublient volontairement de nous dire que le taux de fécondité en France (presque 2 enfants par femme) est le plus élevé en Europe et que cela change radicalement la donne pour les 20 ans à venir. L'augmentation de l'espérance de vie est un phénomène très progressif mais qui dure depuis des siècles. N'est-ce pas le sens de l'histoire, du progrès humain, que de bénéficier de quelques années supplémentaires de retraite, si nous vivons un peu plus vieux qu'auparavant ? Sans oublier toutes celles et tous ceux qui meurent au travail ou usés par le travail, et n'atteignent pas la retraite...

Et la crise, il faut bien en tenir compte non ?

Ils ont sauvé les banques et les actionnaires. Et si maintenant on pensait aux infirmiers, aux caissières, aux métallios, aux secrétaires, aux enseignants, aux chômeurs, aux cuisiniers, aux étudiantes,

Et si on inversait la tendance ?

à Brest, Quimper, Quimperle et Morlaix
jeudi 27 mai, grève et manifestations à 10h30

Beaucoup de grévistes et de manifestants le 27 mai, c'est indispensable pour travailler à une suite et construire un rapport de force pour imposer d'autres choix. Réussir une journée de grève n'est pas une fin en soi ; mais c'est indispensable aujourd'hui pour créer les conditions d'un mouvement plus long, pour gagner. Nous avons toujours dit lors des dernières manifestations et dans les réunions intersyndicales que nous pensons nécessaire de construire les conditions d'un affrontement majeur. Cela s'appelle la grève générale et c'est un vrai travail de conviction. La lutte des classes existe, et le patronat avec ses alliés du gouvernement, du FMI et de la Commission Européenne la mène très efficacement, pour lui.

Plusieurs millions de grévistes du public et du privé sur des questions liées aux retraites, à l'emploi et aux salaires, c'est clairement une affirmation du refus de payer la crise. Faire une démonstration de force le 27 mai aurait des conséquences sur le niveau des attaques du projet de loi sur les retraites que le gouvernement prépare.

Une grève de 24h ça va nous avancer à quoi ?

Le Conseil d'Orientation des Retraites estime qu'en 2050 le besoin de financement des régimes de retraite serait de 15 milliards d'euros. Mais le bénéfice des seules entreprises françaises du CAC 40, uniquement pour les années 2007 à 2009, c'est ... 212 milliards d'euros. Et il n'y aurait pas d'argent pour nos salaires et nos retraites ? Il est temps d'imposer une vraie répartition des richesses.

Brest : ils ferment nos écoles !

SUD éducation 29 réaffirme sa volonté de défendre les services publics de proximité violemment menacés aujourd'hui par la politique du gouvernement, par une logique de rentabilité et par des choix politiques à court terme. Et aujourd'hui, c'est Brest qui en subit gravement les conséquences : mais le coupable n'est pas à recher-

cher du côté de la rue de Grenelle ou de Bercy. C'est la municipalité brestoise qui a décidé de fermer les écoles

maternelles de Madéleine Porquet, Levot et Vally Hir.

Sur le fond, pourquoi fermer ces petites

écoles de quartier ?

Les écoles n'ont aucunement vocation à être rentables et participent à la vie d'un quartier. En les supprimant pour créer de grandes structures avec des effectifs plus impor-

tants, la qualité du service d'éducation est fortement dimi- nuée et le lien social particulièrement fragilisé. Pour les parents, ces fermetures vont engendrer des contraintes quotidiennes : devant ces difficultés, quel est le risque d'une baisse de l'assiduité scolaire des enfants de mater- nelle ? Ou que des parents se tournent vers l'enseigne-

ment privé ?

Sur la forme, nous dénonçons ce choix qui s'est fait sans

aucune concertation ni transparence. Le 7 avril au matin, 2 jours avant les vacances, les écoles se sont retrouvées mises devant le fait accompli : 3 écoles seraient fermées à la rentrée prochaine. Comme par hasard, ces décisions sont tombées juste après les élections régionales.

Une méthode inacceptable !

La forme de l'annonce de la décision a été un traumatis-

me pour les membres de la communauté éducative : alors qu'aucun signe avant coureur n'avait circulé, alors qu'aucune concertation préalable n'avait été engagée, parents et personnels ont découvert avec stupefaction la fermeture de leur école par voie de presse. De telles méthodes d'annonces ne sont-elles pas dignes des "patrons voyous" ? Il n'y a eu aucune instance consultée

1^{er} mai sur le boulevard Le Pen ?

En dépit du discrédit recueilli par l'actuel chef de l'UMP, et de l'Etat, il est fort à parier que ses 3 ans de règne auront suffi malheureusement à effacer "sous-hommes", Manuel Valls à la recherche de

rière les coups d'éclats médiatiques de Frèche et ses approbation pratique des diverses mesures de ficha- ge et de vidéo-surveillance, entrobage dans une rhé- torique de gauche de mesures égalitaires de droite

gauche institutionnelle aux électeurs du FN, et qui contribue encore à construire un boulevard élec- toral à ses représentant-e-s putatifs.

On aurait pu voir être infléchi dans un tel com- mentaire, depuis le retour aux affaires de cette gauche, qui a été reconduite dans les urnes aux scrutins locaux et régionaux. Le fait est que ces équipes semblent n'a-

voir que faire des préoccupations de leurs électeurs et plus globalement de l'urgence sociale, et se sont instal- lées dans une gestion purement technique et compa- ble de l'espace public qu'ite à faire du Sarkozysme à Quimpéroises et Brestoises dans les fermures brutales et arbitraires d'écoles publiques.

Encore des pertes de postes en prévision

pour Brest ?

Le risque est considérable aujourd'hui que l'inspectrice

d'académie profite de ces fermetures d'écoles pour ne pas redistribuer sur la ville les sept postes implantés dans les écoles fermées. Les regroupements des enfants sur les éco-

les environnantes vont permettre des économies d'échel-

le puisque les classes seront encore plus chargées. Alors que la ville de Brest qui perdait des postes à chaque carte scolaire, était relativement épargné cette année, on peut

craindre que ce soit une nouvelle opportunité pour l'A de supprimer des postes à la rentrée. La encore, un morato-

re aurait permis de s'attacher quelques garanties.

SUD éducation appelle les citoyens attachés au service public à continuer d'exiger un moratoire sur ces ferme-tu- res d'école. D'ores et déjà, nous serons de la plus grande

vigilance sur le fait que les 7 postes supprimés suite aux

fermetures soient bien redistribués sur la ville.

Heures supplémentaires

Au moment où nous devons exprimer nos vœux en matière de service pour l'an prochain et où certains subissent une fois de plus des pressions explicites de la part de l'administration pour prendre des heures supplémentaires à l'année (HSA) encore plus nombreuses avec la réforme du lycée (en moyenne un peu plus de 2 HSA par enseignant titulaire de son poste à la rentrée 2010), il convient de rappeler quelques bonnes raisons de ne pas courber l'échine et de refuser cette contrainte supplémentaire.

Refuser des HSA, c'est :

Sauver des postes et obliger l'administration à en créer
Dans certains établissements, des postes entiers pourraient être sauvagardés ou créés et nous empêcherions ainsi la multiplication des compléments de service dans d'autres établissements. Dans d'autres, cela obligerà l'administration à demander des BMP (blocs de moyens provisoires) au rectorat. Tout cela contri- bue à créer des postes et donc à mettre en évidence la nécessité d'ouvrir des places aux concours de recrutement ! Ce sont les étudiants d'aujourd'hui qui restent privés d'emploi faute de place aux concours.

Empêcher la dégradation de nos conditions de travail

Prendre 2 ou 3 HSA, c'est bien souvent prendre une classe de plus, et donc,

outre le temps additionnel passé devant les élèves, des préparations, des correc- tions, des réunions supplémentaires. La charge de travail est déjà devenue si lourde que nombre de collègues sont contraints de demander des temps par-

tiels pour ne pas craquer : n'en rajoutons pas !

Eviter un nouvel appauvrissement de la qualité du ser-

vice public d'enseignement

Déjà mise à mal par les classes surchargées, des horaires diminués, la disparition de certaines options, gravement menacée par la réforme Chatel, la qualité de l'enseignement ne peut que s'altérer si nous acceptons une nouvelle surcharge

Rester crédible sur l'horaire de 18h hebdo

La loi, depuis 1998 et jusqu'à nouvel ordre, interdit aux chefs d'établissement

C'est aujourd'hui qu'il faut (re)agir !
Parce que le ferment du fascisme gît dans la rup- ture du lien politique entre les citoyens et leurs représentants politiques et syndicaux, dans l'ab- sence d'écoute et de solidarité de la part des élus, dans l'enfermement et les compromissions dans des logiques d'appareil, la déliquescence de la parole publique dans les grosses ficelles de la communication de masse, il appartient au mou- vement syndical et social de réagir décisivement à deux ans du scrutin présidentiel. Peut-être vaut-il mieux être réaliste et inquiet au présent pour préserver l'avenir, et comprendre collecti- vement que seules des démarches inspirées par l'intelligence, la lucidité et la responsabilité col- lective peuvent faire face à la démagogie et à l'obscurantisme.



Nom	Prénom	Signature
<p>Pour défendre l'emploi dans mon établissement à la rentrée 2010, je m'engage lors de mes vœux à refuser toute heure supplémentaire au dela de celle qui peut m'être imposée par la réglementation.</p>		
<p>Les heures sup tuent l'emploi Matière une telle : tant d'HSA !</p>		
<p>Pétition à l'adresse du chef d'établissement</p>		

Tenez-nous au courant de ce qui se passe dans votre établissement.

de septembre 2010.

chef d'établissement de créer des postes et des BMP en prévision de la rentrée

pour défendre l'emploi dans mon établissement à la rentrée 2010, je m'engage lors de mes vœux à refuser toute heure supplémentaire au dela de celle qui peut m'être imposée par la réglementation.

de certaines options, gravement menacée par la réforme Chatel, la qualité de

Nom	Prénom	Signature
<p>Pour défendre l'emploi dans mon établissement à la rentrée 2010, je m'engage lors de mes vœux à refuser toute heure supplémentaire au dela de celle qui peut m'être imposée par la réglementation.</p>		
<p>Les heures sup tuent l'emploi Matière une telle : tant d'HSA !</p>		
<p>Pétition à l'adresse du chef d'établissement</p>		